



VERSAILLES

versailles@sgen.cfdt.fr - 01 40 90 43 31
23 place de l'Iris, 92400 Courbevoie



Déclaration liminaire au CSA académique du jeudi 19 septembre 2024

Monsieur le Recteur, mesdames et messieurs les représentant.es de l'administration et des organisations syndicales représentatives,

Dans la séquence politique que nous vivons depuis le début de l'été, le danger de voir l'extrême-droite arriver au pouvoir a été écarté par une formidable mobilisation. Il n'est pas écarté pour longtemps, d'autant moins quand d'une dissolution annoncée comme un enjeu de clarification express résulte une confusion qui dure et une absence d'exécutif nommé. L'extrême-droite n'a d'ailleurs pas besoin d'être aux manettes pour exercer son influence, et à la CFDT nous considérons que la lutte contre ses idées reste de toute actualité.

Le gouvernement démissionnaire, après la valse des ministres de l'an passé, ce fut donc une rentrée sans vraiment de ministre. La rentrée s'est déroulée, grâce aux personnels qui font l'Education Nationale au quotidien, sans avoir à surveiller les annonces de nouveautés fracassantes dans les médias, tout juste quelques velléités de faire comme si le brevet pouvait encore devenir obligatoire pour rentrer au lycée, et puis finalement non. Rentrer sans un tombereau d'annonces, ce n'était pas arrivé depuis des années, et cela ne fait pas de mal, cela nous donne de l'air. En revanche, voilà qui laisse en suspens de nombreux dossiers, et que l'on soit demandeur ou pas de changements, c'est au minimum inconfortable de ne savoir sur quel pied danser et à qui s'adresser, sans doute pour vous aussi, Mr le Recteur. Parmi ces dossiers en attente, nous pensons entre autres à la refonte de la carte de l'Education Prioritaire ou encore celle de la formation initiale des enseignant.es, dossiers à l'impact particulièrement fort dans notre académie.

Ces derniers jours, la question du budget de l'Etat à venir pour 2025 est au cœur des préoccupations, avec l'annonce d'ores et déjà de coups de rabots budgétaires

supplémentaires, présentés comme inévitables. Hasard, ou pas, un rapport de l'inspection générale commandé par E. Borne sur la façon de tirer parti de la baisse démographique générale pour supprimer des postes, fermer des écoles ou des filières, et baisser ainsi le budget de l'EN est publié à point nommé. Les critiques que l'on peut adresser à ce rapport sont nombreuses, à commencer par l'ommission de pans entiers du système éducatif (comme l'apprentissage ou l'articulation avec le supérieur), un angle mort sur l'inclusion incompréhensible, et d'une façon générale une vision purement macro sur mesures à prendre. A la CFDT, nous considérons que la baisse démographique générale, qui concerne peu l'académie de Versailles, doit être l'occasion de baisser les effectifs par classe et de redéployer des personnels et dispositifs en appui, nous pensons notamment à la redynamisation des RASED et au dispositif Plus de Maitres que de Classes. Dans la recherche d'économies, nous suggérons plutôt de supprimer le SNU, qui en plus d'être un dispositif plus que contestable est une gabegie financière.

Début septembre, un article de France Info a fait un peu parler sur les inégalités de dotation entre établissements publics et établissements privés sous contrat, à l'avantage de ces derniers. Nous avons aussi été particulièrement intéressés par la comparaison du H/E moyen dans toutes les académies de France métropolitaine. Au niveau collège, notre académie apparaît dernière. Si l'on veut être précis, et sans doute il faut l'être, les établissements de l'Education Prioritaire sont sortis du calcul. Il n'empêche, on ne peut absolument pas considérer que notre académie soit bien lotie.

Mr le Recteur, vous nous direz tout à l'heure quel premier bilan vous tirez de cette rentrée scolaire 2024. Des interventions dans d'autres instances, vous nous direz probablement qu'elle est techniquement réussie, et même satisfaisante. Pour notre part, nous constatons de véritables efforts pour qu'il y ait en cette rentrée moins de classes sans enseignant.es, moins de postes vacants. La situation reste très fragile et contrastée, avec des manques de personnel en particulier dans la voie professionnelle, en particulier les lycées hôteliers, et dans plusieurs disciplines de la voie technologique, en particulier en économie-gestion, et bien sûr de personnels administratifs, santé-sociaux et techniques. Très vite, et dès maintenant, les questions de remplacement vont redevenir d'actualité. Il faut également souligner que de trop nombreux jeunes étaient et pour certain.es restent sans affectation, de trop nombreux élèves sont scolarisés dans des classes aux effectifs chargés au-delà du raisonnable et de ce qui est pertinent pédagogiquement, dans le premier comme dans le second degré.

Pour ce qui est de l'école inclusive, la question des personnels, de la formation et des moyens reste toujours cruciale. Les effectifs en ULIS débordent, jusqu'à 20 dans certains secteurs des Yvelines, au mépris des textes mêmes et les AESH manquent encore même s'ils sont désormais 10% des personnels de notre académie. Nous verrons la question de trop peu nombreux nouveaux recrutements dans l'ordre du jour, et nous serons attentifs

aux conditions dans lesquels les AESH peuvent accompagner également sur la pause méridienne.

Alors que les Jeux Paralympiques ont largement permis de prôner et permettre une société plus inclusive, l'Education Nationale et notre académie doivent être au rendez-vous.

Pour la CFDT Education Formation Recherche Publiques, ce sont les conditions de travail, la reconnaissance des personnels, et la qualité du service public sur l'ensemble du territoire, pour la réussite des élèves et étudiant.es qui doivent être la boussole, loin des obsessions médiatiques, des mantras de l'exécutif ou l'œil sur le baromètre budgétaire.

A ce titre, nous ne pouvons que rappeler notre opposition au dispositif Pacte, qui vient supplanter les dispositifs de HSE, alors que le remplacement de courte durée reste l'obsession du ministère qui refuse de voir l'efficacité toute relative de son dispositif.

Nous rappelons notre opposition à la mise en place des groupes de niveau. Au collège, la mise en oeuvre des groupes en 6^{ème} 5^{ème}, même quand elle se fait dans un esprit de maintien de l'hétérogénéité, dégrade les emplois du temps des collègues et des élèves, qui sont davantage morcelés et déséquilibrés. Ce n'est pas un facteur de réussite !

Nous rappelons notre opposition à la mise en place d'évaluations nationales tous les ans, qui augmentent la charge de travail et ne font pas sens.

Pour ce qui est des points suivants) à l'ordre du jour (Opale, CIA, exécution des BOP, bilan des ruptures conventionnelles, formation continue, grilles des personnels contractuels, nous nous exprimerons au cours de ce CSA de rentrée.

Nous vous remercions de votre attention.